

EUROPE 2030

**Discours de
Strasbourg**

Jeudi 25 Avril

#RÉVEILLERLEUROPE

AVEC
RAPHAËL
GLUCKSMANN

#REVEILLERLEUROPE

RÉVEILLER L'EUROPE

REVEILLER
L'EUROPE



ELECTIONS EUROPÉENNES 2024
09
JUN
ELECTIONS EUROPÉENNES 2024



#REVEILLERLEUROPE

Chers amis,

Je devais prononcer ce discours sur l'avenir de l'Union ici, à Strasbourg, dans cette ville où le cœur de l'Europe bat plus fort qu'ailleurs, dans cette ville où les tragédies du passé européen sont les plus palpables, les plus vivaces.

Selon Imre Kertész, « la constitution silencieuse, implicite de l'Europe, c'est la mémoire, c'est l'expérience du XXe siècle ». Strasbourg est la dépositaire de cette mémoire, de cette « constitution silencieuse » de l'Europe.

Aujourd'hui, en ce 24 avril, la mémoire, l'expérience du XXème c'est la commémoration du génocide des Arméniens qui ouvrit en Europe les portes de l'Enfer. Et c'est précisément pour refermer ces portes de l'Enfer que fut lancée la construction européenne.

Mais, disons-le sans fard : le souvenir des horreurs d'hier ne suffit plus à donner sens et vigueur au projet européen. La mémoire s'érode et les guerres comme les crimes de jadis ne font plus peur. C'est donc dans les guerres et les crimes du jour qu'il nous faut trouver l'impérieuse raison d'être de l'Europe. C'est dans les défis de l'époque que nous devons puiser la force de bâtir un nouveau siècle européen.

....

Il est des moments dans l'Histoire où bascule le destin des peuples, des moments qui élèvent les civilisations ou les précipitent dans l'abîme.

Nous vivons l'un de ces moments en Europe en 2024.

Tout, autour de nous et en nous, apparaît fragile, branlant, et à certains égards déjà condamné.

La guerre sur notre continent, l'effondrement climatique, la crise sociale, le rejet des institutions, la colère qui gronde et la violence qui se diffuse, la vague d'extrême droite qui s'abat sur l'ensemble du continent : nous sommes plongés dans ce Chaos que les Anciens Grecs plaçaient à l'origine ou à la fin du monde.

Alors la question qui se pose à nous est simple : vivons-nous un début ou une fin? Allons-nous assister au renouveau ou à la chute de l'Europe ? La réponse à cette question existentielle dépend de nous, de notre capacité à conjurer nos peurs, à trancher dans le vif et à puiser en nous-mêmes l'énergie, les ressources, le courage nécessaires aux grandes décisions et aux grands combats.

Tout pourrait nous conduire à être tétanisés, mais tout, au contraire, doit nous pousser au sursaut.

« Wo aber Gefahr ist, wächst / Das Rettende auch »

« Mais là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve »: ces mots de Hölderlin doivent nous guider au cœur de la tempête. C'est en affrontant le péril et non en le niant que nous nous redresserons.

Je viens vers vous sans savoir ce que l'avenir nous réserve, mais armé d'une conviction inébranlable : il y a plus en nous que ce que nous croyons et l'Europe est plus forte que nous le pensons.

Je veux vous parler de cette puissance européenne qui peut, qui doit, qui va naître du chaos actuel.

Vous le savez, l'Europe n'est pas pour moi un slogan de campagne, c'est le combat de ma vie.

J'ai vu en Géorgie et en Ukraine des femmes et des hommes littéralement risquer leur vie pour l'idéal européen. J'ai vu, au début de l'année 2014, des jeunes Ukrainiens braver les balles des snipers sur la Place Maïdan avec un drapeau bleu étoilé dans les mains.

C'est dans ces marges longtemps méprisées de l'Union que j'ai trempé mes convictions européennes pour leur donner la force de l'acier et le tranchant d'une lame.

C'est au contact du tragique, de la guerre, de la révolution et de la mort même que je suis devenu un Européen de combat et un homme profondément réaliste.

Oui, réaliste. Pas au sens, évidemment, que donnent à ce terme les cyniques qui le confondent avec le renoncement et l'indifférence. Non, le réalisme dont je vous parle connaît la puissance des idées et prépare aux grandes ruptures.

Assumer la confrontation avec les régimes autoritaires qui traitent nos nations comme des serpillères, sortir des énergies fossiles qui nous asservissent, rompre avec la religion du libre-échange qui nous affaiblit, voilà ce qui est aujourd'hui réaliste.

En 2024, le réalisme exige la radicalité. Il exige une transformation profonde de l'Union européenne. C'est cette transformation profonde que je vais maintenant esquisser en traçant les grandes lignes de l'agenda « Europe 2030 » que nous portons dans cette élection et qui vise à faire émerger cette puissance écologique européenne qui seule permettra d'ouvrir la voie à ce nouveau siècle européen dont je parlais.

....

Chers amis,

Notre priorité fondamentale est simple : donner à l'Europe les moyens de se défendre.

Que se passerait-il si Donald Trump était élu Président des États-Unis le 5 novembre 2024 ? L'Europe se retrouverait seule. Seule face à la guerre, seule face à Poutine.

Le moment est venu pour elle de sortir de l'adolescence et de devenir adulte. Et ce passage à l'âge adulte commence par l'Ukraine, par ce front ukrainien qui est notre première ligne de défense.

Car ne nous y trompons pas : la cible de Poutine dans cette guerre n'est pas le Donbass ou la Crimée, c'est l'architecture de sécurité de notre continent dans son ensemble, c'est l'Europe elle-même.

Il ne s'agit pas d'une guerre territoriale, mais d'une croisade militaire, idéologique et politique contre nos démocraties. Une croisade lancée avant, bien avant le 24 février 2022.

Oui, nous sommes les cibles de Poutine. Cela fait 20 ans que je le dis et le répète inlassablement. Et 20 ans qu'on ignore mes alarmes.

Je le dis et le répète depuis l'été 2008 et l'invasion de la Géorgie que nos dirigeants ont tolérée et même récompensée en redoublant de courbettes face au Kremlin après le dépeçage d'une nation amie.

Je le dis et le répète depuis 2014, l'annexion de la Crimée et l'occupation du Donbass que nos dirigeants ont laissé faire avant de se précipiter à Moscou pour signer des contrats gaziers.

C'est pour montrer que nous étions les cibles, pour déciller les yeux des somnambules qui nous gouvernent que j'ai demandé la création d'une commission spéciale sur les ingérences étrangères au premier jour de mon mandat en juillet 2019.

Un mois plus tard, Emmanuel Macron prononçait un discours devant les ambassadeurs. Je m'en souviens comme si c'était hier. Voici ce que déclarait notre Président alors que la guerre faisait rage en Ukraine et que les attaques hybrides russes contre nos nations se multipliaient :

« Je crois que pour arriver à l'objectif de rebâtir un vrai projet européen dans ce monde qui risque la bipolarisation, il faut réussir à faire front commun entre l'Union européenne et la Russie. »

« Faire front commun entre l'Union européenne et la Russie » : comment voulez-vous expliquer à des Baltes ou des Polonais qu'il faut l'autonomie stratégique européenne quand vous prônez un front commun entre l'Union européenne et la Russie en août 2019 ?

Le fameux discours de la Sorbonne dont on annonce un remake ce jeudi est mort-né de cette vieille et indépassable contradiction française: promouvoir à juste titre l'autonomie stratégique européenne et ignorer les intérêts vitaux de la moitié de l'Europe en courtisant Moscou.

Mais tout a changé dit-on depuis le 24 février 2022.

Beaucoup de choses ont changé en effet. Nos dirigeants ont-ils pour autant véritablement compris que nous étions la cible de Poutine et de sa guerre ?

Comment expliquer dans ce cas que la France, au bout de deux ans de guerre, ne soit pas capable de livrer plus de 3000 obus par mois à la résistance ukrainienne quand les Russes en tirent jusqu'à 20 000 par jour ? Comment expliquer l'absence de cap clair donné à notre appareil productif ?

Comment expliquer que le gouvernement français ait fait retirer le terme de priorisation – c'est-à-dire le fait de donner la priorité à l'Ukraine sur toutes les autres commandes d'armement – de la directive ASAP sur la production et la livraison de munitions portée par le Commissaire Thierry Breton ? Comment expliquer cette insistance à vouloir fournir en armes Doha ou Abu Dhabi en pleine pénurie sur le front ukrainien ?

Comment expliquer que nous soyons restés 24 longs mois à l'arrière garde du soutien militaire à l'Ukraine alors que tout devrait conduire la France à prendre la tête du front européen de résistance à Poutine ?

Emmanuel Macron avait rendez-vous avec l'Histoire le 24 février 2022 et il l'a raté. Il a louvoyé, tergiversé, hésité. Comme d'habitude.

Chers amis,

En parlant d'Ukraine, je vous parle de nous. En 2023, l'armée française a fait face à une centaine d'actes hostiles directs des forces russes. A l'heure où je vous parle, les Baltes creusent des tranchées, construisent des bunkers, établissent des plans de résistance communs et le Premier Ministre polonais évoque un état de « pré-guerre » en Europe.

La Défense européenne n'est donc pas un sujet abstrait, c'est même sans doute le dossier le plus concret que les députés européens élus le 9 juin trouveront sur leur table. Et nous serons intraitables sur la sécurité des Européens.

Pour l'Ukraine, nous voulons saisir immédiatement les 206 milliards d'avoirs publics russes gelés dans nos banques et les affecter à l'aide militaire à la résistance ukrainienne, accélérer drastiquement les livraisons d'armes et mettre fin aux incohérences et aux exemptions dans nos sanctions à l'égard du régime russe.

Pour réarmer notre continent, nous proposons la mise en place d'un fonds de défense de 100 milliards d'euros, financé par un nouvel emprunt européen. Ce que l'Europe a fait face à la pandémie, elle doit pouvoir le faire face à la guerre.

La Commission européenne s'était alors transformée en centrale d'achat et de commandes de vaccins, elle fera de même pour l'armement. Ce bouleversement bénéficiera massivement aux industries d'armement françaises et européennes. Il impliquera donc un nouveau contrat liant ces industries à la puissance publique: elles devront accepter un contrôle européen sur les exportations.

La « priorisation » – c'est à dire la capacité du politique à fixer le cap – deviendra la règle. Comme sur tous les sujets en définitive, le politique reprendra le poste de commandement qu'il n'aurait jamais dû quitter.

....

Chers amis,

La sécurité, ce n'est évidemment pas que la défense. C'est aussi l'énergie, l'industrie, la santé, l'agriculture... Notre Europe en 2030 sera redevenue un continent de producteurs.

Nous ne pouvons être libres et souverains si nous sommes consommateurs de sécurité produite aux Etats-Unis, consommateurs d'énergie produite dans le Golfe et consommateurs de biens produits en Chine dans tous les secteurs stratégiques.

Le philosophe allemand Hegel a dépeint dans la dialectique du maître et de l'esclave le destin promis à l'Europe si le sursaut auquel nous appelons n'advient pas. Le maître de Hegel est un pur consommateur qui délègue les fonctions productives à l'esclave.

Il jouit des biens fabriqués par ce dernier jusqu'au jour où l'esclave comprend la toute-puissance que lui donnent ses fonctions productives et décide de renverser ce maître dont la domination oisive s'est progressivement muée en dépendance et en impotence.

Voilà brièvement résumée, deux siècles en amont, l'histoire de nos relations avec la

Chine et de ce qu'on appela abusivement la mondialisation, c'est-à-dire en réalité un long déménagement du monde, une lente dépossession d'elle-même pour l'Europe.

Des grands groupes européens ont certes largement bénéficié de ce processus, mais notre continent dans son ensemble s'est affaibli. Nous sonnerons la fin du déclin. Souvenons-nous de ce sentiment d'humiliation que nous avons tous ressenti pendant la pandémie, lorsque nous nous sommes rendu compte que nous étions devenus incapables de produire des masques, du Doliprane ou du curare. Ce sentiment d'humiliation ne relève pas d'une vanité ou d'une fierté mal placée. Il est vital, nécessaire, et nous devons bâtir dessus pour changer le cours de l'Histoire.

C'est encore possible. Totalement possible. L'impuissance qui génère ce sentiment n'est pas le résultat d'une fatalité divine. Elle est le produit d'une multitude de décisions humaines, de recherches cupides du plus bas coût de production, de quêtes avides des marges les plus grandes et surtout de démissions successives du politique face à ces pseudos « lois » de l'économie qu'on présenta comme « naturelles » pour ne pas avoir à en débattre.

Alors soyons clairs : l'ère du libre-échange généralisé a pris fin et nous, Européens, ne devons pas être les derniers fidèles d'une religion à laquelle plus personne ne croit.

Nous allons désormais défendre d'abord et avant tout les intérêts des Européens. Nous allons mettre en place une stratégie du « Made in Europe » visant à rapatrier toutes les productions stratégiques sur notre sol tout en sécurisant l'ensemble de leur chaîne de valeur avec des accords ciblés et non de grands traités fourre-tout de libre-échange qui n'ont plus lieu d'être.

Nous allons porter le projet d'un « Buy European Act » qui réservera en priorité les commandes publiques européennes aux productions européennes.

L'Europe de 2030 ne sera plus guidée par l'ouverture permanente des marchés et des frontières, mais par la protection d'un espace commun, d'intérêts communs et de principes communs. Une véritable communauté européenne donc.

Chers amis,

Après la pandémie, l'invasion de l'Ukraine a à nouveau mis en lumière notre vulnérabilité et notre vulnérabilité énergétique en particulier.

Nous avons pris soudainement conscience que notre addiction au pétrole et au gaz nous rendait faibles dans une situation historique – la guerre – qui interdit toute faiblesse.

La révolution énergétique que nous proposons – la sortie des énergies fossiles, le développement massif des énergies renouvelables et, oui, une part durable de nucléaire dans notre mix énergétique – n'est donc pas simplement un impératif climatique, c'est une exigence géopolitique et sécuritaire.

C'est aussi une réponse à ce sentiment de déclin qui mine nos nations. Il nous mine depuis le 1er choc pétrolier en 1973, lorsque nous avons compris que nous dépendions de puissances étrangères jusqu'au cœur de notre vie quotidienne. La révolution énergétique ne sera donc pas une contrainte pour les Européens, mais une libération.

Les pétromonarchies du Golfe peuvent nous menacer de diminuer leur production de pétrole, mais elles ne peuvent pas empêcher le vent de souffler à Saint Nazaire ou à Dublin. Vladimir Poutine peut couper l'arrivée du gaz en Europe mais il ne peut pas empêcher le soleil de briller à Marseille ou à La Valette.

Pour mener à bien cette révolution, nous devons investir massivement. Pas seulement dans l'installation, mais dans la production de panneaux solaires ou d'éoliennes aussi. Car sinon, nos investissements records dans les renouvelables seront des subventions à l'appareil productif chinois.

Aujourd'hui, la Chine ratiboise méthodiquement notre production et contrôle 60% des chaînes de valeur des industries vertes. Or cette mainmise n'est pas le produit de simples logiques de marché.

Elle répond à un plan géopolitique clair que Xi Jinping a annoncé sans fausse pudeur : « la Chine doit renforcer la dépendance des chaînes de productions internationales vis-à-vis de la Chine pour constituer une capacité puissante de réaction et de dissuasion. »

Pour assurer notre souveraineté industrielle et économique, nous allons donc introduire des règles climatiques strictes à l'entrée sur notre marché et augmenter nos capacités d'investissements publics et privés en lançant un fonds souverain européen doté de 200 milliards d'euros par an pour investir dans les industries de la transition et en mettant enfin en place l'Union des Marché des Capitaux.

Et nous allons assumer un protectionnisme écologique européen aux frontières de l'Union, notamment en mettant en place les mesures miroirs qui imposent aux produits importés sur le marché européen de respecter les normes imposées aux producteurs européens.

Pour assurer notre souveraineté alimentaire, nous allons réformer en profondeur la Politique Agricole Commune. L'Europe agricole de 2030 ne rémunérera plus l'hectare ; elle subventionnera l'emploi et l'utilité écologique. Elle stabilisera les prix et les revenus des agriculteurs en intervenant sur les marchés, et en acceptant, enfin, de constituer les stocks qui nous font défaut.

Pour assurer notre souveraineté en matière de santé, nous rapatrierons les chaînes de valeur des médicaments essentiels, nous lancerons un Airbus du médicament, nous constituerons des stocks stratégiques, nous créerons un service public européen du médicament et nous affirmerons un droit européen de préemption contre les rachats comme celui du géant français des médicaments génériques Biogaran. Nous encadrerons et nous régulerons Big Pharma et notre Europe en 2030 ne connaîtra plus de pénurie d'antibiotiques ou de Doliprane.

Pour assurer notre souveraineté numérique, nous allons doter l'Union d'une véritable politique industrielle du numérique. Pendant le mandat écoulé, nous avons su légiférer pour soumettre les géants du numérique à des règles qu'ils refusaient jusqu'ici. Cela nous a permis d'imposer un cadre clair aux innovations telles que l'intelligence artificielle et l'économie des données. Notre corpus réglementaire européen est une source d'inspiration et de rayonnement mondial.

Mais, après l'innovation réglementaire, nous allons passer à l'innovation technolo-



**RÉVEILLER
L'EUROPE**

26 avril 2024

gique. Nous ferons de l'Europe la championne mondiale de l'innovation numérique mise au service de la transition écologique et de la compétitivité de notre économie. Nous accompagnerons nos entreprises pour faire émerger des champions européens du numérique.

....

Chers amis,

La souveraineté de l'Europe repose sur la vigueur de son système politique. De sa démocratie.

Qu'est-ce que l'identité européenne ? Cette question nous obsède, mais rassurez-vous je ne vais pas me lancer dans un long exposé sur l'Histoire, la culture ou la géographie. Je vais juste faire part d'une observation basique : de Riga à Lisbonne, d'Athènes à Prague, les villes européennes sont toutes organisées quasiment de la même manière, autour de leur place publique. Ce trait architectural caractéristique hérité de l'Antiquité puis de la Renaissance est fondamental. Et pas simplement parce qu'il a donné son nom au parti politique que nous avons fondé en 2018.

Il distingue nos villes des villes américaines par exemple. Il identifie notre paysage urbain et révèle un rapport spécifique à la cité et à la citoyenneté. L'Union européenne est l'héritière de cet humanisme civique européen. Elle doit donc se concevoir comme un projet politique avant de se penser comme un marché.

Oui, notre Europe est un projet civique et démocratique. Or la démocratie doit être défendue avec bien plus de force qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Le Qatargate, puis le Russiagate, puis le tout frais Chinagate nous rappellent combien la corruption ébranle notre système politique, combien elle mine la capacité de nos institutions à répondre de manière efficace aux défis monumentaux de notre époque. Le premier des biens publics, celui qui conditionne tous les autres, c'est donc l'intégrité de la démocratie européenne.

Il y a des choses qui ne sont plus acceptables : il n'est plus acceptable que les députés puissent travailler pour des géants de l'énergie par exemple ; il n'est plus acceptable que des dirigeants européens puissent aller pantoufler chez Huawei ; il n'est plus acceptable que ce soit des comités consultatifs internes sans pouvoir de sanction qui contrôlent l'application des règles sur la transparence et la probité des dirigeants ; il n'est plus acceptable que les présidences tournantes du Conseil de l'Union européenne soient sponsorisées par des grandes entreprises.

Nous allons porter dans les institutions un nouvel « art de la séparation » qui protège la sphère démocratique des stratégies d'influence tant des puissances d'argent en Europe que des puissances étrangères qui considèrent notre espace public comme un supermarché.

Nous proposerons une « directive pour la protection pénale de l'intégrité de la démocratie », nous attribuerons une compétence spécifique au Parquet européen pour poursuivre les infractions portant atteinte à la démocratie de l'Union européenne, nous créerons une haute autorité de l'intégrité de la vie publique européenne.

Il ne s'agit pas là de morale ou de vertu, mais une fois de plus de souveraineté et de sécurité. Il s'agit de réalisme.

Des dizaines d'anciens chefs de gouvernement et ministres européens, dans tous les pays et de toutes les couleurs politiques, se sont mis au service des intérêts russes, chinois ou qataris. Nous rendrons cela illégal.

Des partis ont été financés par des oligarques ayant littéralement acheté des passeports européens auprès de gouvernements de l'Union européenne. Nous rendrons cela illégal.

Des fermes à troll ont été formées pour manipuler notre débat public, sans que les grandes plateformes ne voient rien à redire à favoriser l'attaque de notre espace public par des tyrannies étrangères. Nous imposerons à ces plateformes des amendes si massives qu'elles leur feront subitement préférer nos lois à leur pseudo-liberté. Pour préserver notre démocratie, nous lancerons une deuxième version du Media Freedom Act en allant beaucoup plus loin sur la structure oligarchique de la propriété des médias et nous mettrons en place un fonds destiné à financer le journalisme d'investigation et les ONG gardiennes de l'intégrité publique.

Plus généralement, nous serons des combattants de l'état de droit. La faiblesse insigne dont le Conseil et la Commission ont fait montre face à Viktor Orban ne peut plus durer car elle est un prélude à l'orbanisation d'autres gouvernements européens tentés par le nationalisme autoritaire. Et donc à la décomposition interne du projet européen.

....

Chers amis,

Cette puissance européenne sera écologique ou ne sera pas. Elle trouvera dans l'écologie à la fois l'horizon de son déploiement et le moyen de son affirmation.

Nous nous demandons d'un côté comment faire face à la catastrophe climatique et à la multiplication des événements extrêmes, à la 6e extinction de masse des espèces, à la recrudescence des sécheresses, au réchauffement des océans, à la déforestation ou encore à la désertification qui s'accélèrent.

Nous nous demandons de l'autre côté comment réorganiser nos sociétés de façon moins inégalitaire, comment redonner vie au rêve européen de Victor Hugo, comment limiter les dérives du capitalisme financier, comment restaurer le primat de la puissance publique sur les puissances particulières.

Toutes ces demandes convergent en réalité vers la même réponse: l'émergence de la puissance écologique européenne.

Au cœur de notre projet, au croisement de toutes les problématiques que nous abordons, de la sécurité à la solidarité en passant par la santé, il y a l'émergence, la construction, l'affirmation de cette puissance écologique européenne.

C'est la clé de voûte de notre agenda 2030. Nous allons faire se rencontrer deux termes qui ne sont pas souvent associés : puissance et écologie. De leur mariage naîtra un puissant horizon de progrès individuel et d'émancipation collective.

Loin du rêve d'une société postindustrielle, loin de la tentation de l'externalisation de la pollution, la transformation écologique que nous proposons suppose de rapatrier la production sur notre sol. Elle sera à l'origine d'une vague de création d'emplois sans précédent, de l'agriculture à l'économie circulaire, en passant par l'industrie verte.



Strasbourg

**RÉVEILLER
L'EUROPE**

24 avril 2024

Alors que nous sommes déjà en retard, très en retard, la droite et l'extrême droite européenne ont décidé de faire du Pacte vert européen – l'un des acquis majeurs des cinq dernières années – le bouc émissaire de tous les problèmes de l'Europe.

Nous allons défendre contre elles ce Pacte Vert, mais nous allons faire plus que cela, bien plus que cela. Nous allons engager une nouvelle étape de la révolution écologique européenne: la phase de la planification, des investissements, de l'accompagnement, la phase politique plutôt que juridique.

Nous allons mettre en place une véritable réponse européenne à l'Inflation Réduction Act de Joe Biden. C'est cela le sens de l'Histoire, un plan d'investissement climat à long terme de l'UE, répondant aux besoins estimés à près de 400 milliards d'euros par an.

Oui, nous serons les remparts de la transition écologique. Mais nous serons plus que cela : nous serons les fers de lance de la révolution écologique européenne. Et nous ajouterons à l'approche américaine, si efficace, une dimension essentielle qu'elle ignore totalement : la sobriété.

La sobriété, c'est un instrument de libération européenne, c'est aussi un instrument de justice sociale.

La sobriété, c'est un instrument de libération européenne car toute énergie économisée est un pas de plus vers l'autonomie pour un continent importateur d'énergie, c'est aussi un instrument de justice sociale car la sobriété suppose de poser à nouveau des limites à l'exubérance des puissants.

Dans les cités républicaines de la Renaissance italienne, la question de la limitation de l'opulence des grands et surtout de leur exubérance a donné lieu à des débats extraordinaires. A Florence ou à Bologne, on débattait avec passion de la régulation du nombre de bijoux que les plus fortunés pouvaient porter sur la place publique. On craignait que l'exubérance des riches ne vienne rompre le pacte civique.

Nous n'irons pas jusqu'à discuter des perles ou des habits, rassurez vous. Mais oui, les premiers qui doivent devenir sobres, ce sont les plus ivres. Pour les ultra-riches, la sobriété sera peut-être une forme de contrainte, mais pour tous les autres, elle sera un instrument de correction des excès du capitalisme et de la société de consommation. Un instrument de justice.

La sobriété, ça veut dire sortir de cette société du « tout jetable ». La sobriété, c'est donner à chaque européen un droit nouveau, un droit à la réparabilité.

Nous appliquerons le droit à la réparabilité des appareils électroniques, nous mènerons le combat contre l'obsolescence programmée, nous ferons réduire le poids des voitures, nous imposerons des durées minimales de garantie des produits. Et à chaque fois, cette sobriété ne sera pas une contrainte pour le consommateur, ce sera une libération.

Mais cette sobriété écologique ce ne sont pas que des règles. C'est avant tout une politique d'investissements. Et d'investissements plus que rentables ! C'est le soutien européen au développement de filières. Nous allons développer une filière européenne de la réparation, une filière européenne de production de pièces détachées et une grande filière européenne du recyclage.

Du recyclage des matières premières critiques, du recyclage des composants industriels.

Le recyclage c'est l'un des pilier de la révolution écologique que nous voulons mener. Car le recyclage ce ne sont pas seulement des économies pour les consommateurs. Le recyclage ce n'est pas seulement bénéfique à la planète. Le recyclage c'est là encore, la clef de voûte de notre indépendance, c'est la clef de voûte de notre souveraineté, c'est la clef de voûte de notre liberté. Construire l'écosystème industriel du recyclage le plus efficace et le plus innovant du monde, voilà ce que doit être notre ambition européenne.

Mais nous devons aller au-delà sur la question écologique. Notre agenda est de faire de l'Europe la première force mondiale pour la protection du vivant et de la biodiversité.

Par « éthique de la considération » aux éco-systèmes et aux autres êtres sensibles qui habitent avec nous l'oïkos, la maison commune que nos activités mettent en péril. Mais pas seulement : aussi pour des enjeux de souveraineté, de sécurité et de résilience à long terme.

Pourquoi? Parce que sans biodiversité, nous ne mangerions pas. Par exemple, la pollinisation est indispensable à la production de plus de 70% des cultures et en particulier de tous fruits et légumes.

Sans biodiversité, l'air que l'on respire ne serait pas respirable et nous ne pourrions pas lutter contre le changement climatique : la séquestration du carbone par les éco-systèmes — comme l'océan ou les forêts — régule le climat.

Or en raison de nos activités humaines et de nos décisions d'usage des terres et des mers, nous menaçons de détruire ces services éco-systémiques sans lesquels nous ne pourrions vivre. La biodiversité et les écosystèmes sont aujourd'hui profondément impactés et dégradés: les conséquences de la dégradation de ces écosystèmes ont entraîné une diminution de près de 60% des services éco-systémiques au cours des 50 dernières années.

Il y a une urgence à agir pour cesser de surexploiter la nature et réduire nos impacts sur les éco-systèmes. La sortie de l'anthropocène — qui consacre l'être humain maître et possesseur de la nature — est une révolution philosophique et un changement de civilisation. Elle se traduit par de nombreuses mesures à prendre immédiatement.

L'Union européenne doit s'appuyer sur les recommandations scientifiques et traduire dans des législations les recommandations de l'IPBES, l'équivalent du « GIEC » pour la biodiversité ainsi que celles de l'UICN (l'Union internationale pour la conservation de la nature).

Chaque politique publique verra son impact sur la biodiversité et le vivant devenir un critère de validation. Nous engagerons l'Union européenne à atteindre l'objectif «30x30 » obtenu lors de la COP15 sur la biodiversité à Montréal en décembre 2022, dont le but est la protection de 30 % des espaces terrestres et 30% des espaces maritimes d'ici à 2030.

Nous lancerons un « pacte bleu » européen pour protéger l'océan: alors qu'il est le poumon de la planète — il capte un tiers de nos émissions de CO2 — l'océan n'a jamais été aussi chaud, pollué et dévasté par les pêches industrielles ultra-subsvention-



nées. Il est temps d'agir en créant de véritables aires marines protégées, en arrêtant de financer la destruction de l'océan et en défendant la pêche artisanale.

Nous défendrons un plan européen de réduction massive et d'interdiction de l'usage des pesticides. Enfin, nous protégerons la santé des sols, des airs, des eaux et des européens en sécurisant la fabrication et l'utilisation des substances chimiques dans l'industrie européenne, notamment en modifiant profondément le règlement REACH.

....

Chers amis,

Notre lutte vis-à-vis des menaces externes se dédouble d'un combat interne. Un combat contre tous les facteurs de déchirements qui minent nos cités.

Nous mènerons sans relâche ce combat contre l'extrême-droite européenne. En se liant directement avec la Russie et en entravant la solidarité qui doit unir nos nations entre elles, l'extrême-droite ne cesse de faire le jeu de nos adversaires et de nous affaiblir.

La poussée de l'extrême-droite partout sur le continent est un obstacle majeur à notre cohésion, mais ce n'est pas l'unique. Tant que l'Europe se manifesterait d'abord par la mise en concurrence des travailleurs, par la remise en cause des services publics au nom d'un dogme économique mortifère, la solidarité dont nous avons besoin restera entravée.

La pleine leçon des temps de guerre est là : l'Europe doit contraindre ses élites à une solidarité qu'elles négligent depuis trop longtemps. Le facteur central de cohésion qui fera notre puissance en passe par là, par la participation des plus riches des Européens à l'effort collectif.

Car la démocratie n'est pas seulement un régime politique, elle est également une forme de société qui fait vivre le principe de solidarité, notamment à travers des mécanismes de redistribution et de partage des richesses.

Il ne peut pas y avoir de démocratie sans solidarité. Et les millions d'ouvriers et travailleurs polonais qui ont bâti le premier syndicat libre du monde communiste en l'appelant « Solidarnosc » (« Solidarité ») l'avaient bien compris.

Voilà le maître mot : solidarité. Ce qui tient ensemble. Aucune communauté politique ne peut tenir ensemble sans solidarité.

Nos démocraties ne tiendront pas si 31 % des parents européens sautent des repas pour nourrir leurs enfants alors que les milliardaires ont un taux effectif d'imposition de leur fortune... inférieur à 0,5 %. L'Europe doit devenir un vecteur puissant de solidarité et de redistribution.

Nous avons lancé à cette fin — avec Paul Magnette et Aurore Lalucq — l'initiative citoyenne européenne (ICE) « Tax The Rich ». Si nous recueillons 1 million de signatures, cela nous permettra de demander à la Commission européenne de formuler une proposition législative concrète pour taxer les plus grandes fortunes afin de financer la transition écologique et sociale. Nous sommes déjà plus de 150 000.

Concrètement il s'agit de s'assurer que les contribuables dont le patrimoine dépasse 100 millions d'euros paient l'équivalent de 2 % de leur fortune en impôt. Partout les démocraties doivent se poser la question de la participation des ultra-riches au monde commun et aux Etats-Unis, Joe Biden défend une mesure qui va dans le même sens (via la proposition de « billionaire income tax » qu'il a introduite dans son budget).

L'absence de consensus européen ne doit pas empêcher les Etats membres qui le souhaitent de mettre en œuvre unilatéralement et immédiatement cette taxe, qui est plébiscitée par plus de 70% des citoyens européens.

C'est la première étape. La deuxième, c'est la justice et l'équité dans l'imposition des entreprises.

L'accord international sur l'imposition minimale à 15%, qui a commencé à être appliqué dans l'Union européenne au 1er janvier 2024, constitue un pas dans la bonne direction mais demeure très insuffisant, car il n'y a aucune justification à ce que les multinationales soient autorisées à payer moins d'impôt que les PME. Il faut immédiatement porter le taux au niveau de l'imposition européenne moyenne.

Pour rendre cela effectif, nous conditionnerons l'accès au marché européen au paiement de cet impôt minimum. L'Union européenne doit utiliser la puissance de son marché pour imposer des normes de justice économique et fiscale minimales aux entreprises multinationales.

Une entreprise multinationale – que son siège soit dans l'Union européenne ou à l'extérieur de celle-ci – ne doit plus être autorisée à commercialiser ses biens et ses services dans l'Union européenne si son taux effectif d'imposition est inférieur à la norme européenne. Si les pays hors UE n'imposent pas suffisamment l'entreprise en question, l'UE doit se substituer à ces derniers et collecter le « moins perçu ».

Chers amis,

Vous l'aurez compris: notre agenda vise à renouer avec la longue quête d'égalité et de justice qui a façonné les démocraties européennes.

Au cœur même de notre continent, parmi les sociétés les plus riches du monde, des centaines de milliers de familles n'arrivent pas à se loger dignement. Nombreux sont ceux qui vivent dans des logements surpeuplés ou doivent consacrer près de la moitié de leurs revenus au logement.

Pire encore, au moins 700 000 personnes en Europe dormiront ce soir à l'extérieur ou dans des logements d'urgence qu'ils devront quitter demain matin. Cela ne peut plus durer.

Nous faisons face à une urgence sociale qui, comme souvent, touche d'abord les jeunes et parmi eux les plus précaires. Cette crise les empêche de quitter le domicile familial, de s'émanciper et de construire leur vie autonome et libre.

Nous adopterons un Plan Marshall européen pour le logement, qui financera des investissements massifs dans la construction et la rénovation énergétique de logements abordables et durables pour tous. Nous mobiliserons aussi l'argent privé en créant une plateforme européenne dédiée.

Avoir un toit est un droit, dont trop de citoyens européens sont privés, mais ce toit ne suffit pas, les européennes et les européens doivent pouvoir se chauffer en hiver. L'énergie est un bien de première nécessité et nous le traiterons à nouveau comme tel: nous introduirons un tarif social de l'énergie au niveau européen.

Le combat pour les droits sociaux, chers amis, continue la longue lutte pour les droits humains qui a structuré les démocraties européennes. Le primat trop longtemps accordé aux seules libertés économiques dans les institutions européennes a constitué une véritable fragilité pour le projet d'une Europe démocratique.

L'Union européenne, si elle veut conserver sa signification et sa raison d'être, doit trouver son véritable centre de gravité, ou mieux encore sa force propulsive, dans l'élargissement de sa mise en œuvre des droits humains fondamentaux qui sont à la base même de son projet. Et notamment en défendant et garantissant les droits fondamentaux des minorités en Europe, et en particulier les droits des femmes.

Alors que le gouvernement français a mobilisé tant d'efforts pour détricoter la directive sur les violences faites aux femmes, nous défendrons une Europe véritablement féministe. En Europe, 7 femmes meurent chaque jour sous les coups de leur conjoint, ex-conjoint, ou d'un membre de leur famille. Chaque jour ! L'année dernière, en France, 134 femmes ont été tuées parce qu'elles étaient des femmes.

Nous remettrons donc en place la définition européenne du viol qu'Emmanuel Macron a fait supprimer du texte européen que nous venons d'adopter. Et au-delà, nous mettrons en place la clause de l'Européenne la plus favorisée, idée chère de Gisèle Halimi. Celle-ci garantira à chaque européenne les droits les plus protecteurs qui existent dans l'Union.

Nous construirons une Europe dans laquelle toutes les femmes européennes bénéficieront de la politique de lutte contre les violences faites aux femmes en Espagne ou de la politique d'égalité salariale menée en Scandinavie. Enfin, nous défendrons sans relâche l'inscription du droit à l'IVG dans la Charte européenne des droits fondamentaux.

....

Chers amis,

Cette puissance écologique européenne sera solidaire, démocratie, féministe et humaniste. Elle défendra les droits humains du Karabagh à Gaza, elle refusera de considérer le droit international comme étant à géométrie variable. Elle comprendra que la défense de ses principes et la protection de ses intérêts à long terme vont de pair.

Cette Europe cohérente, nous allons la construire ensemble. Et pour ce faire, nous avons besoin de faire preuve nous-mêmes de cohérence et de constance.

Emmanuel Macron ne cesse de louvoyer et de reculer en fonction du sens du vent. Aux discours sur l'écologie succèdent le sacrifice de la dimension verte de la PAC quand la colère agricole gronde. Aux tirades sur la fin de l'ère néo-libérale succèdent la défense acharnée des intérêts des grandes banques dès qu'un téléphone sonne à l'Elysée.

La différence entre son Europe et la nôtre, c'est le rapport aux intérêts privés les

puissants. Sur la directive des travailleurs des plateformes ou sur la législation européenne sur le devoir de vigilance des grandes entreprises, il a à chaque fois agi en VRP des grands intérêts privés, contre la volonté générale européenne exprimée par le Parlement et la Commission.

Ce qui nous distingue fondamentalement tient à une question simple: pour qui voulons-nous construire cette puissance européenne? Pour qui nous battons-nous?

Nous savons pour qui nous luttons. Pour l'auxiliaire de vie en Ehpad comme l'enseignante en REP, l'infirmière au CHU comme le livreur de pizzas, la maman solo qui vit avec ses enfants dans une passoire thermique, comme le boulanger et l'imprimeur qui subissent de plein fouet l'inflation.

L'Europe que nous voulons construire protégera d'abord les plus précaires et permettra à toutes et tous de redevenir collectivement souverains.

Elle suppose pour advenir que notre famille politique, la famille de la gauche européenne social-démocrate, remporte les élections du 9 juin et fixe le cap de la prochaine mandature.

Elle suppose, enfin et je voudrais finir par cela, pour advenir des changements institutionnels profonds.

Nous avons devant nous une double mission historique: approfondir la construction européenne et élargir l'Union. Loin d'opposer ces deux missions, nous proposons de les mener de front.

Nous proposons de faire de 2030 l'année de la réunification du continent européen et de la démocratisation de l'Europe. Le moment de l'élargissement à l'Ukraine et aux Balkans occidentaux sera aussi celui d'une refonte des institutions européennes.

Nous écrirons un traité d'élargissement qui sera aussi un traité d'approfondissement.

Alors, en 2030, dans ce moment constituant dont l'Europe a tant besoin pour fonctionner, nous verrons l'avènement d'un continent enfin uni et cohérent.

Voilà, chers amis, l'horizon qui nous mobilisera pendant les années qui viennent. Voilà le chemin que nous proposons pour lancer un nouveau siècle européen. Voilà notre projet.

Seul le prononcé fait foi